

Arrêtés ministériels

A.M., 2021

Arrêté numéro 2021-083 du ministre de la Santé et des Services sociaux en date du 10 décembre 2021

Loi sur la santé publique
(chapitre S-2.2)

CONCERNANT l'ordonnance de mesures visant à protéger la santé de la population dans la situation de pandémie de la COVID-19

LE MINISTRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX,

VU l'article 118 de la Loi sur la santé publique (chapitre S-2.2) qui prévoit que le gouvernement peut déclarer un état d'urgence sanitaire dans tout ou partie du territoire québécois lorsqu'une menace grave à la santé de la population, réelle ou imminente, exige l'application immédiate de certaines mesures prévues à l'article 123 de cette loi pour protéger la santé de la population;

VU le décret numéro 177-2020 du 13 mars 2020 qui déclare l'état d'urgence sanitaire dans tout le territoire québécois pour une période de 10 jours;

VU que l'état d'urgence sanitaire a toujours été renouvelé depuis cette date par divers décrets, notamment par le décret numéro 1510-2021 du 8 décembre 2021;

VU que le décret numéro 885-2021 du 23 juin 2021, modifié par les arrêtés numéros 2021-049 du 1^{er} juillet 2021, 2021-050 du 2 juillet 2021, 2021-053 du 10 juillet 2021, 2021-055 du 30 juillet 2021, 2021-057 du 4 août 2021, 2021-058 du 13 août 2021, 2021-059 du 18 août 2021, 2021-060 du 24 août 2021, 2021-061 du 31 août 2021, 2021-062 du 3 septembre 2021, 2021-063 du 9 septembre 2021, 2021-065 du 24 septembre 2021, 2021-066 du 1^{er} octobre 2021, 2021-067 du 8 octobre 2021, 2021-068 du 9 octobre 2021, 2021-069 du 12 octobre 2021, 2021-073 du 22 octobre 2021, 2021-074 du 25 octobre 2021, 2021-077 du 29 octobre 2021, 2021-078 du 2 novembre 2021 et 2021-079 du 14 novembre 2021, prévoit notamment certaines mesures particulières applicables dans tout le territoire québécois;

VU que ce décret habilite également le ministre de la Santé et des Services sociaux à ordonner toute modification ou toute précision relative aux mesures qu'il prévoit;

VU que le décret numéro 1510-2021 du 8 décembre 2021 habilite le ministre de la Santé et des Services sociaux à prendre toute mesure prévue aux paragraphes 1^o à 8^o du premier alinéa de l'article 123 de la Loi sur la santé publique;

CONSIDÉRANT QU'il y a lieu d'ordonner certaines mesures pour protéger la santé de la population;

ARRÊTE CE QUI SUIT :

QUE le dispositif du décret numéro 885-2021 du 23 juin 2021, modifié par les arrêtés numéros 2021-049 du 1^{er} juillet 2021, 2021-050 du 2 juillet 2021, 2021-053 du 10 juillet 2021, 2021-055 du 30 juillet 2021, 2021-057 du 4 août 2021, 2021-058 du 13 août 2021, 2021-059 du 18 août 2021, 2021-060 du 24 août 2021, 2021-061 du 31 août 2021, 2021-062 du 3 septembre 2021, 2021-063 du 9 septembre 2021, 2021-065 du 24 septembre 2021, 2021-066 du 1^{er} octobre 2021, 2021-067 du 8 octobre 2021, 2021-068 du 9 octobre 2021, 2021-069 du 12 octobre 2021, 2021-073 du 22 octobre 2021, 2021-074 du 25 octobre 2021, 2021-077 du 29 octobre 2021, 2021-078 du 2 novembre 2021 et 2021-079 du 14 novembre 2021, soit de nouveau modifié :

1^o par le remplacement, dans le paragraphe 30^o du onzième alinéa, de « de la région sociosanitaire de la Côte-Nord » par « des régions sociosanitaires de la Capitale-Nationale et de la Côte-Nord »;

2^o par le remplacement de l'Annexe II par la suivante :

« Annexe II – Régions sociosanitaires où le port du masque de procédure est obligatoire

— Région sociosanitaire du Bas-Saint-Laurent, mais uniquement pour le territoire de la municipalité régionale de comté de La Matapédia;

— Région sociosanitaire de la Capitale-Nationale, à l'exception des municipalités régionales de comté de Charlevoix et de Charlevoix-Est;

— Région sociosanitaire de la Mauricie et du Centre-du-Québec;

— Région sociosanitaire de l'Estrie;

— Région sociosanitaire de Montréal;

- Région sociosanitaire de l’Outaouais;
- Région sociosanitaire de la Côte-Nord, mais uniquement pour le territoire de la Ville de Baie-Comeau;
- Région sociosanitaire de Chaudière-Appalaches, mais uniquement pour les territoires des municipalités régionales de comté des Appalaches, de Beauce-Sartigan, de Bellechasse, des Etchemins, de la Nouvelle-Beauce et de Robert-Cliche;
- Région sociosanitaire de Laval;
- Région sociosanitaire de Lanaudière;
- Région sociosanitaire des Laurentides;
- Région sociosanitaire de la Montérégie. ».

Québec, le 10 décembre 2021

Le ministre de la Santé et des Services sociaux,
CHRISTIAN DUBÉ

76113

A.M., 2021

Arrêté numéro 2021-085 du ministre de la Santé et des Services sociaux en date du 13 décembre 2021

Loi sur la santé publique
(chapitre S-2.2)

CONCERNANT l’ordonnance de mesures visant à protéger la santé de la population dans la situation de pandémie de la COVID-19

LE MINISTRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX,

VU l’article 118 de la Loi sur la santé publique (chapitre S-2.2) qui prévoit que le gouvernement peut déclarer un état d’urgence sanitaire dans tout ou partie du territoire québécois lorsqu’une menace grave à la santé de la population, réelle ou imminente, exige l’application immédiate de certaines mesures prévues à l’article 123 de cette loi pour protéger la santé de la population;

VU le décret numéro 177-2020 du 13 mars 2020 qui déclare l’état d’urgence sanitaire dans tout le territoire québécois pour une période de 10 jours;

VU que ce décret prévoit que le ministre de la Santé et des Services sociaux peut prendre toute autre mesure requise pour s’assurer que le réseau de la santé et des services sociaux dispose des ressources humaines nécessaires;

VU que l’état d’urgence sanitaire a toujours été renouvelé depuis cette date par divers décrets, notamment par le décret numéro 1510-2021 du 8 décembre 2021;

VU que l’arrêté numéro 2021-071 du 16 octobre 2021 prévoit notamment l’octroi de montants forfaitaires pour certaines personnes salariées dont le titre d’emploi fait partie de la catégorie du personnel en soins infirmiers et cardio-respiratoires, tel que prévu à la Nomenclature des titres d’emploi, des libellés, des taux et des échelles de salaire du réseau de la santé et des services sociaux et certains cadres;

VU que le décret numéro 1510-2021 du 8 décembre 2021 habilite le ministre de la Santé et des Services sociaux à prendre toute mesure prévue aux paragraphes 1^o à 8^o du premier alinéa de l’article 123 de la Loi sur la santé publique;

CONSIDÉRANT QU’il y a lieu d’ordonner certaines mesures pour protéger la santé de la population;

ARRÊTE CE QUI SUIT :

QU’aux fins du présent arrêté, on entend par :

1^o «établissement» un établissement public ou privé conventionné au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-4.2) ou de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris (chapitre S-5);

2^o «personne salariée» une personne salariée d’un établissement dont le titre d’emploi fait partie de la catégorie du personnel en soins infirmiers et cardio-respiratoires, tel que prévu à la Nomenclature des titres d’emploi, des libellés, des taux et des échelles de salaire du réseau de la santé et des services sociaux, à l’exception des externes en soins infirmiers et des externes en inhalothérapie;

3^o «cadre» un cadre au sens de l’article 3 du Règlement sur certaines conditions de travail applicables aux cadres des agences et des établissements de santé et de services sociaux (chapitre S-4.2, r. 5.1) qui assume des responsabilités hiérarchiques, fonctionnelles ou conseil auprès des personnes salariées et qui appartient à l’un des titres de familles d’emploi suivants :